

Comment le Brexit a mis les universités anglaises dans le rouge

Amandine Hirou; Céline Delbecque

Depuis le Brexit, le nombre d'étudiants européens a chuté au Royaume-Uni. Si le pays attire des jeunes d'autres pays, ce vivier reste insuffisant pour les universités, dont certaines se trouvent en grande difficulté financière.

En septembre dernier, Aude passe enfin la porte de la très prestigieuse école d'arts du spectacle Urdang, rachetée en 2024 par l'université de City-Saint-George's, à Londres. Après une sélection drastique, cette trentenaire d'origine suisse concrétise un rêve d'enfant. Un rêve devenu très onéreux depuis le Brexit : plus de 3 200 £ pour son visa étudiant, assorti d'une surcharge lui donnant accès au système de santé britannique (NHS), pour ses trois ans de bachelor. "Auparavant, les étudiants européens n'avaient rien à déboursier... Ni visa, ni assurance maladie", se désole-t-elle.

Le prix de son année scolaire a également explosé : 21 800 £ pour 2025-2026, quand les jeunes européens déboursaient, avant le Brexit, les mêmes frais qu'un étudiant britannique - soit environ 9 000 £ par an. Une somme considérable qu'Aude a dû prendre en charge seule : les bourses et aides financières allouées avant le Brexit aux Européens sont désormais, pour la grande majorité, réservées aux élèves nationaux. Ces conditions financières ont douché les visées britanniques de nombreux jeunes français, espagnols, italiens ou polonais : entre 2020 et 2024, le nombre d'étudiants du continent inscrits dans l'enseignement supérieur au Royaume-Uni a chuté de 58,5 % selon les derniers chiffres de la Higher Education Statistics Agency (HESA).

"Le pays est au milieu du gué"

Rien d'étonnant. Lors de la campagne référendaire de 2016, Boris Johnson et les partisans du Brexit promettaient au Royaume-Uni de reconquérir sa souveraineté, en s'appuyant sur un contrôle accru de l'immigration et sur le développement de nouveaux partenariats commerciaux à l'international. L'enseignement supérieur n'a pas échappé à ce mouvement. Dans la foulée du Brexit, Londres décidait de quitter le programme Erasmus +, jugé trop coûteux et insuffisamment avantageux pour le pays. Le gouvernement opte alors pour un autre programme d'échanges baptisé Alan Turing, d'envergure mondiale. "Le but était de renouer avec les anciens partenaires du Commonwealth qui avaient progressivement perdu du terrain face à l'afflux d'étudiants européens", explique Olivier Beddeleem, chargé d'enseignement à l'Edhec.

Si le Royaume-Uni a depuis fait volte-face, annonçant son retour dans Erasmus + à partir de 2027, le pari du recrutement d'étudiants hors d'Europe semble en partie réussi. Tandis que le nombre d'étudiants européens chute drastiquement depuis 2020 dans les universités britanniques, les rangs des autres élèves internationaux se sont considérablement étoffés (+ 39 % entre 2020 et 2024, selon l'HESA). Avec en particulier l'arrivée massive d'Indiens - leurs inscriptions ont bondi de 78 % entre 2020 et 2024 -, mais aussi de Pakistanais (+ 273 %) ou de Nigériens (+ 82 %). Bien que leur nombre stagne depuis 2020, les Chinois restaient en 2024 la deuxième nationalité la plus représentée parmi les étudiants internationaux hors UE, derrière les Indiens.

A Newcastle, Ariane Bogain, professeure assistante en relations internationales et politiques à l'Université de Northumbria observe bien ce phénomène. En 2020, son établissement accueillait 1 450 élèves européens - ils ne sont plus que 285 en 2024. En parallèle, les effectifs extra-européens ont augmenté de 40 % entre 2020 et 2024. "Mais leur recrutement dépend des aléas politiques et économiques de certains pays", nuance l'enseignante, également membre du syndicat majoritaire des professeurs d'universités, University and college union. Après une période d'afflux des inscriptions d'élèves nigériens, Ariane Bogain a par exemple noté un arrêt "brutal" depuis deux ans, "du fait de la chute de l'économie nigérienne, et de la politique intérieure britannique sur l'immigration".

Un bilan partagé par Alex Stanley, vice-président du National Union of Students (NUS), syndicat étudiant majoritaire au

Royaume-Uni. "L'une des principales politiques migratoires récentes a consisté à limiter le regroupement familial pour les étudiants, ce qui a refroidi de nombreux élèves internationaux plus âgés", note-t-il. "Cinq ans après son entrée dans le programme Turing, le pays est au milieu du gué. Il lui faudra encore accentuer ses efforts pour attirer davantage de recrues à l'international", ajoute Olivier Beddeleem.

Une source de revenus essentielle

L'enjeu est d'autant plus critique que les étudiants étrangers constituent une source de revenus essentielle pour des universités confrontées à de graves difficultés financières. Selon un récent rapport de l'Office for Students, plus d'un établissement sur trois a ainsi enregistré un déficit en 2024-2025. "Lorsque Tony Blair est arrivé au pouvoir, les universités ont été poussées à adopter une logique de marché et à repenser leur modèle économique comme de véritables entreprises", explique Annabelle Allouch, maîtresse de conférences à l'Université de Picardie Jules-Verne. Depuis, les difficultés se sont accumulées, entre le recul des financements publics, le gel des frais d'inscription pour les étudiants britanniques et l'inflation des coûts.

"La santé financière des universités britanniques est très préoccupante : la plupart suppriment des formations ou certains modules d'enseignement, tout en procédant à des réductions importantes de leurs effectifs", confirme Alex Stanley. Certains établissements sont évidemment plus touchés que d'autres : les plus prestigieux, appartenant au fameux Russel Group [NDLR : équivalent de la Conférence des grandes écoles en France], résistent mieux que les petites universités locales. "Lorsque le nombre d'étudiants internationaux diminue, ceux qui choisissent malgré tout de venir au Royaume-Uni ont tendance à privilégier les établissements les plus réputés. Pourtant, des centaines d'universités à travers le pays dépendent, à des degrés divers, des frais versés par ces étudiants internationaux. Pour elles, les conséquences risquent d'être particulièrement lourdes", estime le vice-président du NUS.

Face à ce constat, le monde universitaire suit de près la politique de " *reset* "(réinitialisation) engagée par le gouvernement de Keir Starmer afin de renouer les liens avec l'Union européenne post-Brexit. "Bruxelles fait notamment pression pour que les étudiants européens bénéficient de nouveau des mêmes frais d'inscription que leurs homologues britanniques. Mais, compte tenu des montants en jeu, le sujet suscite de vives tensions", constate Anne Corbett, chercheuse associée à la London School of Economics.

Les modalités de la réintégration du Royaume-Uni dans le programme Erasmus + devraient également faire l'objet d'intenses négociations. "Ce retour est une bonne nouvelle. Avant 2021, le Royaume-Uni faisait partie des destinations privilégiées des étudiants européens", rappelle Nelly Fesseau, directrice d'Erasmus + France. Qui remarque que depuis, la donne a changé : "L'Espagne est aujourd'hui en tête, tandis que l'Irlande a plus que doublé le nombre de mobilités entre 2021 et 2025". Les cursus entièrement dispensés en anglais, qui étaient autrefois l'apanage du Royaume-Uni, se sont également multipliés au sein des grandes universités du continent. La concurrence s'annonce d'autant plus rude.

Note(s) :

Mise à jour : 2026-06-20 10:00

© 2026 L'Express. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20260620·EWL·2ab7zi5lungthf36rbkmbiyc7u